

## Communiqué de la CGT Finances Publi

Élections professionnelles DGFiP

pour mes droits

du 29 novembre 6 décembre 2018

Montreuil 27/04/2018





## LE PAQUEBOT TANGUE CHANGEONS DE CAP!

Partout à la DGFiP des actions se développent sous forme de blocages, grèves, distributions de tract, interpellation des directions. Depuis le mois de mars, la DGFiP est en ébullition.. Partout, nous sommes dans l'action, la lutte pour rappeler à la DG, au gouvernement que NON leur politique ne passe pas à la DGFiP.

Dans beaucoup de secteurs les luttes s'amplifient : dans les facs, à la SNCF, à la poste, dans les hôpitaux... Malgré ce contexte, le gouvernement affiche officiellement sa fermeté :

- Par son discours : non il ne bougera rien, non il ne cédera rien... et se fait fort de mener à bien sa politique sans vouloir céder un pouce de terrain aux revendications des salariés ;
- Par ses décisions de faire intervenir les « forces de l'ordre » dans les facs, les gares ...

Mais est ce si simple ou si évident? Si aujourd'hui on observe la communication gouvernementale, rien n'est moins sur. Selon le calendrier annoncé du gouvernement, nous devrions déjà avoir eu les annonces de CAP 22 et de la réforme des retraites.

Alors que la réforme des retraites est d'ores et déjà largement réfléchie par le gouvernement et que le rapport CAP 22 est terminé et dans les mains du premier ministre, les annonces sont repoussées à « des dates ultérieures ».

Serait-ce un signe d'une certaine fébrilité du gouvernement ? Peut-être n'est-il pas si sûr de lui quand il affirme qu'il n'y a pas de convergence des luttes ? Lui aurait-on conseillé de ne plus ouvrir dans la période d'autres fronts, car le risque de se confronter à la convergence des luttes des salariés (qui subissent les mêmes logiques) devient sérieux ?

Même si rien n'est encore gagné, une chose est sure : les luttes que nous menons ont déjà un impact important et pèsent dans la réflexion gouvernementale. Nous devons donc être certains que c'est bien en poursuivant dans cette voie que nous pourrons imposer d'autres choix pour la DGFiP, la Fonction Publique et pour l'ensemble des salariés.